

Bulletin de conjoncture économique et sociale

N°13

2^{ème} Trimestre 2014

SOMMAIRE

I – CONJONCTURE	2
Les dernières données de conjoncture économique.	
II – ACTUALITES DEPARTEMENTALES	3
Les informations concernant la vie des entreprises, des projets d'aménagement et de développement économique du département.	
III – ZOOM TERRITORIAL	5
Présentation du profil économique et social d'un territoire. Dans ce numéro : La Courneuve	
III – ZOOM SECTORIEL	8
Présentation du secteur d'activité des Transports & Entreposage en Seine-Saint-Denis	
IV – CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES	11
Les chiffres de la création et des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis	
V – MARCHÉ DU TRAVAIL ET RSA	13
Les chiffres des demandeurs d'emploi des allocataires du RSA, le taux de chômage, et les cartographies par commune.	
VI – CHIFFRES CLES	19

I - CONJONCTURE

L'activité économique peu dynamique annonce une année encore difficile en France et dans le monde

Les prévisions de début d'année annonçant un rebond net des économies française et mondiale en 2014, ont été démenties par les indicateurs d'activité du 1^{er} trimestre. Dans sa note de conjoncture de juin 2014, l'Insee signale la stagnation de l'activité en France au 1^{er} trimestre 2014, alors qu'était anticipé une croissance de 0,1%. Plusieurs facteurs expliquent ce résultat : demande intérieure en recul - du fait de la baisse (-0,7%) de la consommation de biens manufacturés, elle-même en partie expliquée par le contrecoup des achats anticipés de voitures fin 2013 (avant l'application du nouveau barème du malus écologique en janvier 2014) ; repli de l'investissement total (-0,9%), particulièrement en construction (-1,8%) ; hiver doux qui fait baisser les dépenses d'énergie et contribution négative du commerce extérieur à la croissance (-0,2 points).

Du coup, l'Insee a révisé à la baisse sa prévision de croissance sur un an. L'économie française croîtrait ainsi de 0,7% en 2014 (0,4% en 2012 et 2013) et non plus de 1% comme initialement anticipé. L'activité devrait connaître un modeste rebond au 2^e trimestre (+0,3%), suivi d'une stabilisation à ce même niveau les 2 trimestres suivants, grâce à la progression de l'investissement des entreprises et de la consommation des produits manufacturés. La plupart des institutions économiques font le même constat. Il en est ainsi du FMI, qui dans son rapport sur la France publié le 03 juillet, abaisse également sa prévision de croissance à 0,7% contre 1% il y a deux mois.

Dans un tel contexte, une amélioration de la situation de l'emploi n'est pas envisagée cette année (et pas avant 2016 pour le FMI). Le taux de chômage s'établirait à 10,2% de la population active en fin d'année (10,1% au 1^{er} trimestre). L'emploi dans les secteurs marchands non agricole a reculé au 1^{er} trimestre (-22 000 postes), et, la hausse attendue de l'activité d'ici la fin de l'année est trop faible pour dynamiser le marché du travail. La légère augmentation de l'emploi total anticipée pour fin 2014 sera surtout due à la progression de l'emploi non marchand, notamment les contrats aidés (montée en charge des emplois d'avenir et mise en place de nouveaux contrats uniques d'insertion).

L'économie française ne pourra pas compter sur un contexte international porteur pour favoriser son rebond. L'activité est également peu dynamique au niveau global. En juin, la Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale. Toutes les zones sont concernées mais surtout les pays en développement. Ceux-ci enregistraient une croissance de 4,8% en 2014 et non plus 5,3% comme anticipé en janvier, perdant leur statut de principal moteur de l'économie mondiale. La croissance des Etats-Unis, qui s'est contractée au 1^{er} trimestre suite aux mauvaises conditions climatiques, devrait s'établir à 1,9% en fin d'année (2,8% anticipé en janvier). Quant à la zone euro, sa croissance devrait demeurer faible, aux alentours de 1,1%.

Tendances favorables	Tendances défavorables
<ul style="list-style-type: none"> ❖ Embellie de l'activité dans la zone euro, quoiqu'à un niveau faible; ❖ Progression de l'emploi marchand en 2013 par rapport à 2012 en Seine-Saint-Denis. ❖ Montée e régime des politiques publiques d'emplois (CICE, emplois d'avenir, contrats aidés). 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Baisse de la consommation des ménages au 1^{er} trimestre. Baisse de la production industrielle en mai, après mars et avril ; ❖ Poursuite de la hausse des demandeurs d'emploi au niveau national en mai (+0,7% catégories A et A,B,C et en Seine-Saint-Denis (+0,9% catégorie A ; +0,7% catégorie A,B,C) ; ❖ Recul des offres d'emploi en Seine-Saint-Denis en mai (-9,7%)

Source : INSEE, FMI, BANQUE MONDIALE, BNP

II – ACTUALITES DEPARTEMENTALES

ENTREPRISES - INITIATIVES

Les structures d'accompagnement des créateurs d'entreprises se multiplient et se diversifient

Le dispositif d'aide à la création et accompagnement des jeunes entreprises en Seine-Saint-Denis se renforce et se diversifie. Le 2^e trimestre 2014 a enregistré le lancement de deux nouvelles structures visant à aider les créateurs d'entreprises du département, dans les deux premières phases extrêmement délicates que sont le lancement et la première année de l'entreprise. LE COMPTOIR DE L'INNOVATION, incubateur - structure d'appui à la création d'entreprise innovante, avec pour objectif de transformer une idée innovante en entreprise performante - dédié au financement et à l'accompagnement du développement des entreprises sociales en France et dans le monde, a ouvert un établissement à Bobigny début mai. Cette nouvelle structure, au statut juridique de SAS, agréée entreprise solidaire, bénéficie du soutien du Conseil général de la Seine-Saint-Denis (Bailleur) et de SNCF DEVELOPPEMENT. Elle se propose d'accompagner les jeunes créateurs de 18 - 30 ans souhaitant développer ou reprendre une entreprise. Pendant un an, ceux-ci bénéficieront d'un accompagnement personnalisé dans tous les domaines de la gestion (finance, marketing, ressources humaines, etc.), de formations collectives, de mise en relation avec des experts, de mentorat et de locaux (bureaux à Bobigny, salles de réunions à Paris). Parmi les premières entreprises sélectionnées pour intégrer cette structure, on trouve notamment CENTIMEO, concepteur de distributeurs automatiques acceptant des pièces de 1, 2 et 5 centimes d'euros (très peu utilisées), pour la vente à l'unité de produits (chewing-gum, gel antibactérien, etc.) ou NEO-SQUAT, start-up de location de meubles et électroménager à long terme.

Si LE COMPTOIR DE L'INNOVATION accompagne les jeunes créateurs pendant un an, un autre type de structure, le CENTRE D'AFFAIRES DE PROXIMITE, se fixe pour objectif d'aider à l'émergence des jeunes entreprises, mais plus encore, de les encreur durablement sur le territoire. Un deuxième centre d'affaires de proximité vient ainsi de voir le jour au Blanc-Mesnil en mars 2014, s'ajoutant à celui ouvert en 2011 à Sevran. Les centres d'affaires de proximité partent du constat que les collectivités financent l'accompagnement à la création d'entreprises mais investissent très peu sur le maintien sur le territoire des entreprises ainsi créées. Les PME et TPE nouvellement créées ont par exemple du mal à trouver des locaux de petite taille sur le territoire de la collectivité, une fois sorties des pépinières et autres incubateurs soutenus par celle-ci. Ces structures mettent à disposition de l'entrepreneur, un espace de travail (parfois tout juste 10 m²) à moindre coût, sans faire signer de bail ou payer une caution, de même qu'elles ne procèdent à aucune sélection des entreprises qui souhaitent les intégrer et n'imposent pas de durée de contrat, contrairement aux pépinières ou incubateurs d'entreprises. Ces centres s'implantent volontairement au cœur des cités ou des quartiers, en pied d'immeubles inoccupés (suite à des partenariats avec des bailleurs sociaux, par exemple 3F IMMOBILIER et OPIEVOY), pour rester directement au contact des populations. La seule exigence vis-à-vis du créateur d'entreprise est qu'il s'engage à accepter des conseils post-crédation et à suivre un programme de formation personnalisé.

Les résultats des premiers centres d'affaires de proximité permettent d'en mesurer le potentiel en matière de création d'emplois. Le centre de Sevran a par exemple permis la création de 101 emplois depuis son ouverture en 2011. Le Ministère de la ville s'est d'ailleurs inspiré de ce concept pour lancer un Appel à projets pour la création de centre d'affaires dans les quartiers de la politique de la ville.

Une alliance réussie entre activité traditionnelle et nouvelles technologies

En Seine-Saint-Denis, les PME innovantes n'opèrent pas uniquement dans les secteurs de l'Industrie, des sciences (recherche - développement), des nouvelles technologies ou de l'information - communication. L'entreprise « BALUCHON - mon dîner maison » de Romainville en est la démonstration. BALUCHON, entreprise solidaire, aborde le métier de la restauration de manière complètement originale. L'entreprise qui s'engage à ne proposer que des plats faits à partir de produits frais et de saison, s'est associée à plusieurs entreprises partenaires (VINCI, TOTAL, UTB, ADECCO, MONDIAL ASSISTANCE, etc.) afin d'installer dans leurs locaux, des bornes réfrigérées servant au retrait de commandes de plats cuisinés, passées par Internet au moins 48h avant. Le client-salarié a ainsi la possibilité de commander son repas depuis son lieu de service, puis de le faire livrer à son bureau, ou de le récupérer dans une borne de retrait dans le hall de son entreprise ou d'une entreprise à proximité, à l'aide du code qui lui aura été attribué au moment de la commande. En plus de cette prestation appelée « Baluchon soir », l'entreprise en propose deux autres : « Baluchon pro » qui est une offre de plateaux - repas au lieu de service et depuis deux mois, « Baluchon midi ». Depuis le 27 mai, BALUCHON propose en effet aux salariés et résidents du quartier de l'Horloge à Romainville, une offre de déjeuner baptisée « Baluchon midi », du mardi au vendredi de 12h à 14h, dans un espace aménagé à cette fin au sein du Pavillon de l'horloge.

L'autre originalité de BALUCHON vient de son statut. L'entreprise est en effet une émanation de « A TABLE CITOYENS », entreprise solidaire conventionnée par l'Etat en tant que structure d'insertion par l'activité économique, implantée au cœur de la cité Marcel Cachin de Romainville. L'entreprise recrute via la mission locale et Pôle Emploi, des chômeurs en grandes difficultés, qu'elle remet dans la dynamique de trouver un emploi durable, à travers une formation et un accompagnement qui dure entre 10 et 24 mois. Ainsi, parmi les 12 employés de BALUCHON, on compte 8 salariés en insertion.

AMENAGEMENT

La Seine-Saint-Denis : Au cœur de la politique de la ville et de l'aménagement du territoire

Les bureaux situés rue Pleyel, au pied de la tour du même nom à Saint-Denis, accueillent depuis le mois d'avril, 330 agents du tout nouveau Commissariat général à l'égalité du territoire (CGET). Ce service de l'Etat est désormais le principal acteur chargé de concevoir et de mettre en œuvre la politique nationale d'égalité des territoires et d'en assurer le suivi et la coordination interministérielle. Issu du regroupement de trois services: la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar) composée de 150 agents, le Secrétariat général du comité interministériel des villes (SGCIV) qui compte 60 agents et l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) avec 120 agents, le Commissariat général à l'égalité des territoires est à l'instar des trois services dont il reprend les missions, placé sous l'autorité du premier ministre. Il doit notamment travailler à renouer avec l'ambition de solidarités de tous les territoires, et pour cela, travailler en étroite collaboration avec les collectivités territoriales et les préfets de régions et de départements.

Le département et plus précisément la ville de Saint-Denis, accueille ainsi le principal service de l'Etat chargé de conduire la politique de la ville. Celui-ci rejoint dans cette même ville la Société du Grand Paris (SGP) et ses 105 salariés, installée dans le quartier du Landy depuis sa création en 2010. Ces deux entités publiques font de la Seine-Saint-Denis un centre de réflexion et de pilotage des projets d'aménagement à l'échelle de l'ensemble du territoire national.

III – ZOOM TERRITORIAL

LA COMMUNE DE LA COURNEUVE

La commune de La Courneuve, membre de la communauté d'agglomération Paine commune, présente un profil assez atypique en Seine-Saint-Denis voire en Ile-de-France. C'est en effet l'une des rares communes où l'emploi industriel demeure important et est en progression depuis 2008.

Selon l'enquête annuelle du recensement, La Courneuve compte en 2011, 39 156 habitants contre 37 347 en 2006, soit une progression de 4.8% en 5 ans. Elle a comme particularité d'appartenir à la fois au CDT "Territoire de la culture et de la création" et au CDT "Pôle d'Excellence Aéronautique".

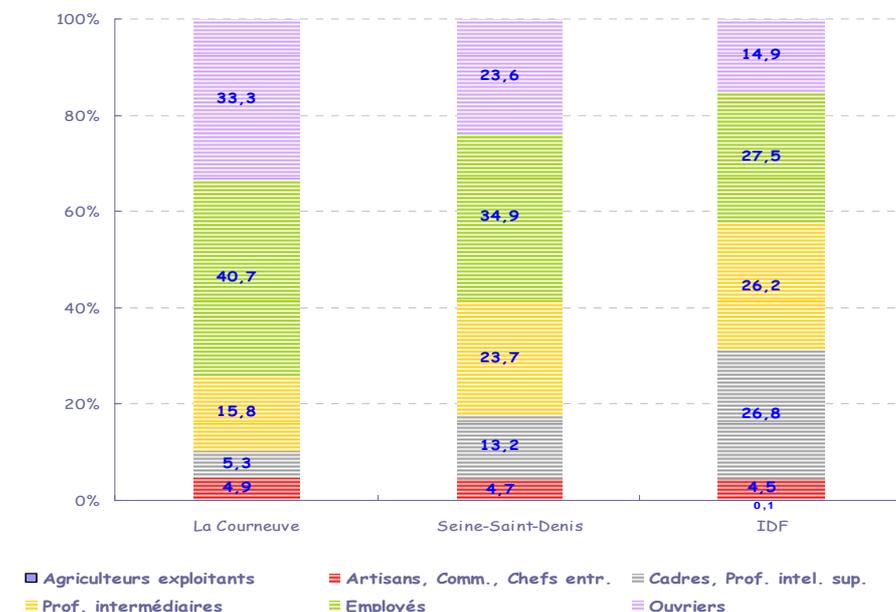
Population, Activité, Emploi et Chômage Une commune présentant un taux de chômage particulièrement élevé

Libellé géographique	Pop 15-64 ans en 2011	Actifs 15-64 ans en 2011	Chômeurs 15-64 ans en 2011	Inactifs 15-64 ans en 2011	Emplois salariés au Lieu de Travail en 2011	Taux d'emploi	Taux de chômage 15-64 ans en 2011
La Courneuve	26 179	17 899	4 584	8 280	13 259	50,9	25,6
Seine-Saint-Denis	1 021 478	746 034	131 818	275 444	546 032	60,1	17,7
Poids ville/SSD	2,6	2,4	3,5	3,0	2,4	-	-
Île de France	7 986 762	6 042 846	706 636	1 943 916	5 660 253	66,8	11,7

Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

La Courneuve présente un profil marqué par un taux de chômage très élevé 25,6% de la population active, un faible taux d'emploi et un nombre d'emplois au lieu de travail relativement faible par rapport au nombre d'actifs recensés sur ce territoire en 2011.

Répartition des actifs âgés de 15/64 ans selon les CSP dans les entités géographiques en 2011 (Source : Insee, RP 2011)

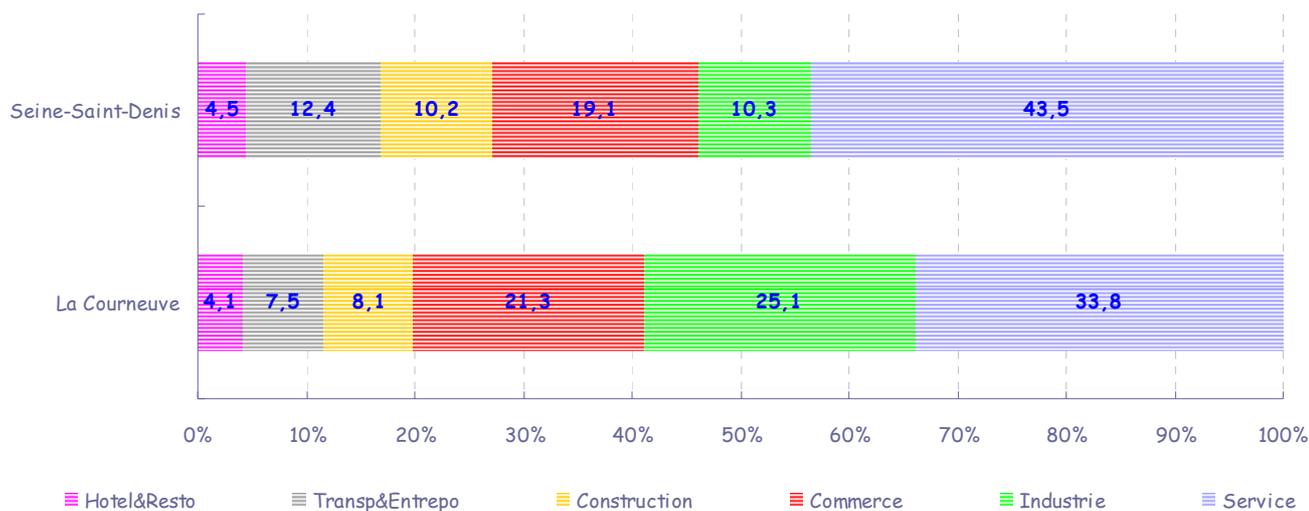


Source : Insee, RP2011 exploitation principale. (*LT = Lieu de travail)

L'analyse des CSP montre de grandes différences entre d'une part la commune de La Courneuve et d'autre part le Département de la Seine-Saint-Denis et la Région Ile de France. En effet, la part des Cadres et professions intellectuelles s'élève à peine à 5% à La Courneuve alors qu'elle atteint 13,5% au niveau départemental et près de 27% au niveau de la région. A l'inverse, on compte proportionnellement plus d'ouvriers (33,3%) dans la commune qu'au niveau départemental (23,6%) ou régional (14,9%).

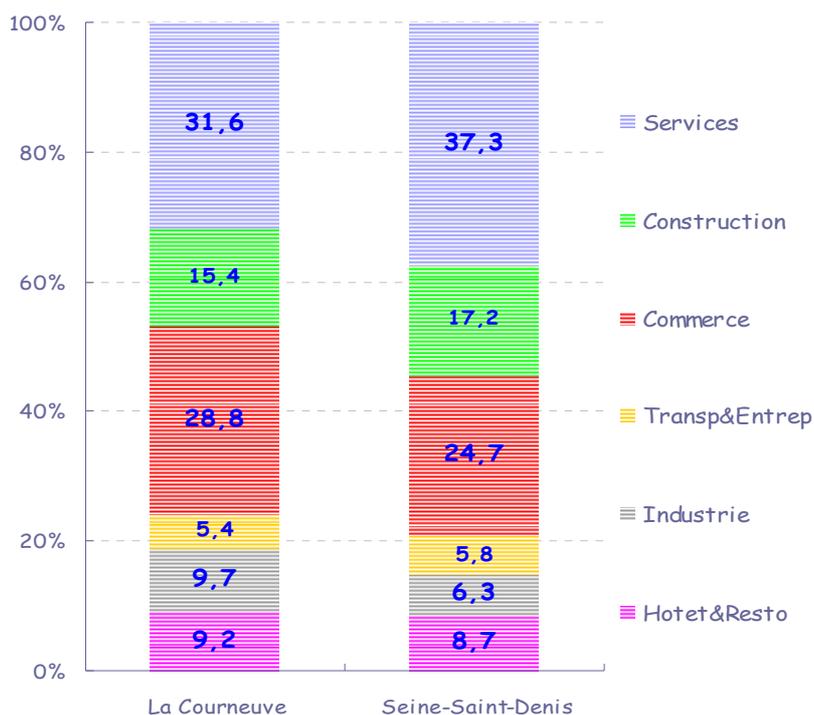
Une économie marquée par une forte présence de l'industrie, qui représente plus d'1/4 des emplois privés de la commune

Comparaison des effectifs salariés privés selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acooss 2012)



L'emploi industriel est particulièrement important à La Courneuve. Ce secteur représente plus du quart des effectifs salariés privés de la commune, contre seulement 10% au niveau départemental. On trouve sur ce territoire des établissements comme ALSTOM, EUROCOPTER ou encore PAPREC L'emploi dans les services y atteint quant à lui à peine 34%, contre 43,5% en Seine-Saint-Denis

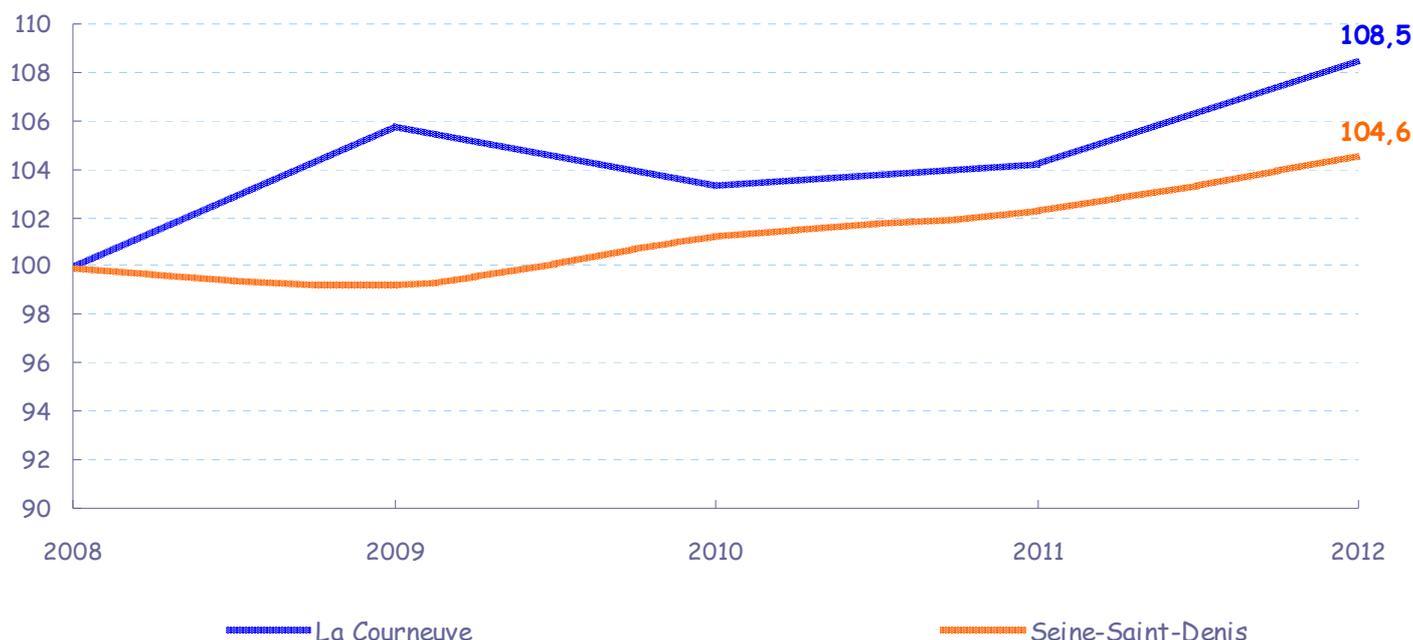
Comparaison du nombre d'établissements (en%) selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acooss 2012)



Du point de vue des établissements, les deux entités territoriales présentent des disparités nettement moins importantes mais non négligeables. Ainsi par exemple, la proportion d'établissements exerçant leur activité dans les Services s'élève à 31,6% à La Courneuve contre 37,3% pour le département. Inversement, la proportion d'établissements exerçant dans le Commerce à la Courneuve (28,8%) est supérieure à celle observée au niveau départemental (24,7%). Même pour l'industrie, l'écart entre les deux entités est plus réduit (9,7% et 6,3% des établissements de La Courneuve et du département respectivement).

Une croissance de l'emploi salarié privé plus forte à La Courneuve qu'au niveau départemental

Evolution des effectifs salariés privés de la commune de La Courneuve et de la Seine-Saint-Denis de 2008 à 2012 en indice base 100 de l'année 2008



Source : Acoess

Entre 2008 et 2012, les effectifs salariés du secteur privé ont suivi la même tendance haussière à La Courneuve comme en Seine-Saint-Denis, tout en présentant des rythmes différents. Sur ces 5 années, les effectifs de la première sont en progression de 8,5% alors que ceux de la seconde affichent une progression presque moitié moins forte (4,6%).

3 secteurs d'activité ont essentiellement contribué à la progression des effectifs salariés de la commune : la Construction 144 emplois (en hausse de 19%), l'industrie avec 341 emplois (+14%) et les Autres Services 210 emplois (+6%).

Secteurs d'activité	2008		2012		Evolution 2008/2012	
	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc
Industrie	2 425	23,9	2 766	25,1	341	14,1
Construction	752	7,4	896	8,1	144	19,1
Commerce-réparation d'automobiles et de motocycles	2 285	22,5	2 349	21,3	64	2,8
Hôtels & Restauration	355	3,5	453	4,1	98	27,6
Transports et entreposage	817	8,1	827	7,5	10	1,2
Autres Services	3 514	34,6	3 724	33,8	210	6,0
Ensemble Secteurs	10 148	100	11 015	100,0	867	8,5

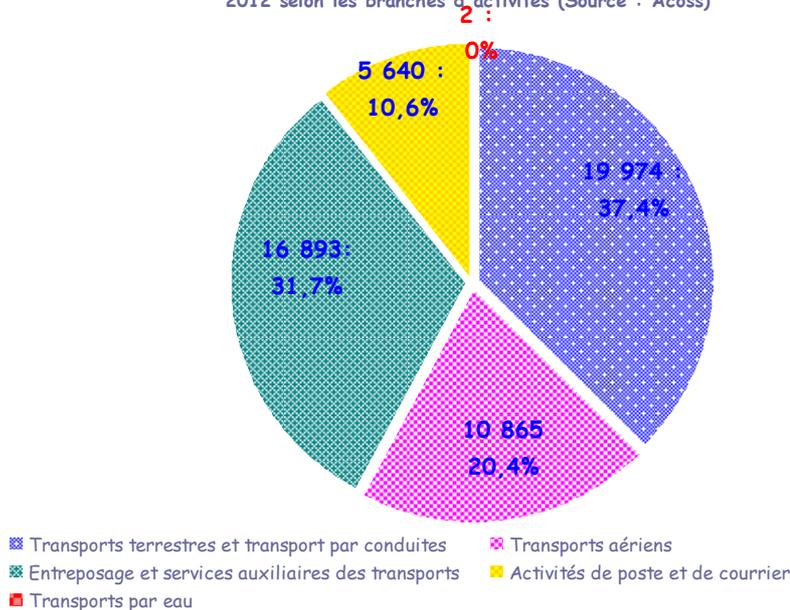
Source : Acoess

IV – ZOOM SECTORIEL

LE SECTEUR DES TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE

Le secteur des Transports & Entreposage en Seine-Saint-Denis : 12,4% de l'emploi privé

Les effectifs salariés dans les Transports & Entreposage en Seine-Saint-Denis en 2012 selon les branches d'activités (Source : Acoiss)

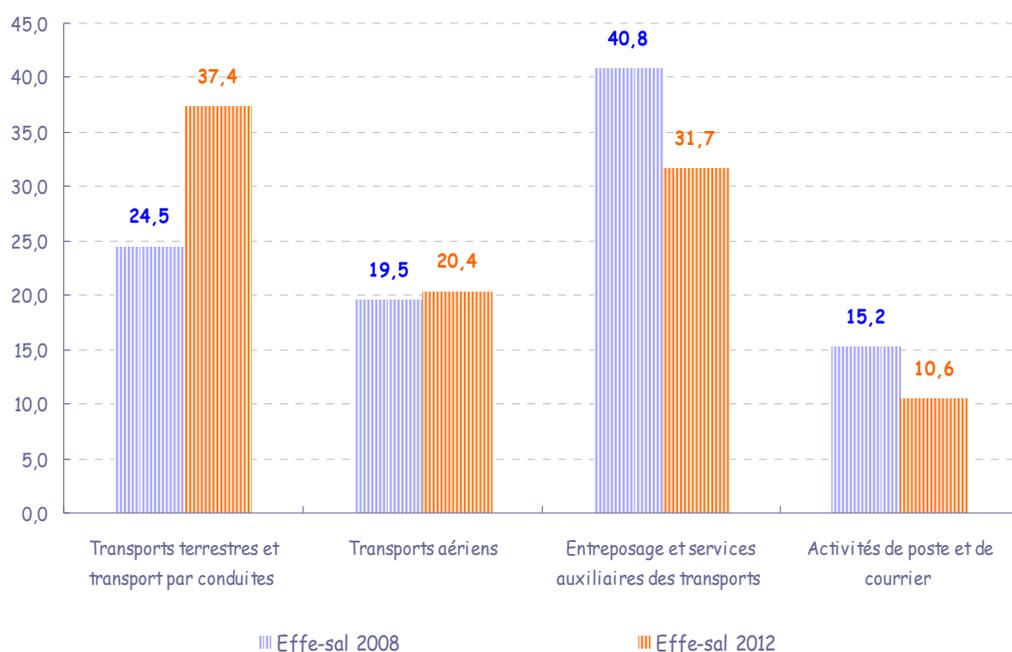


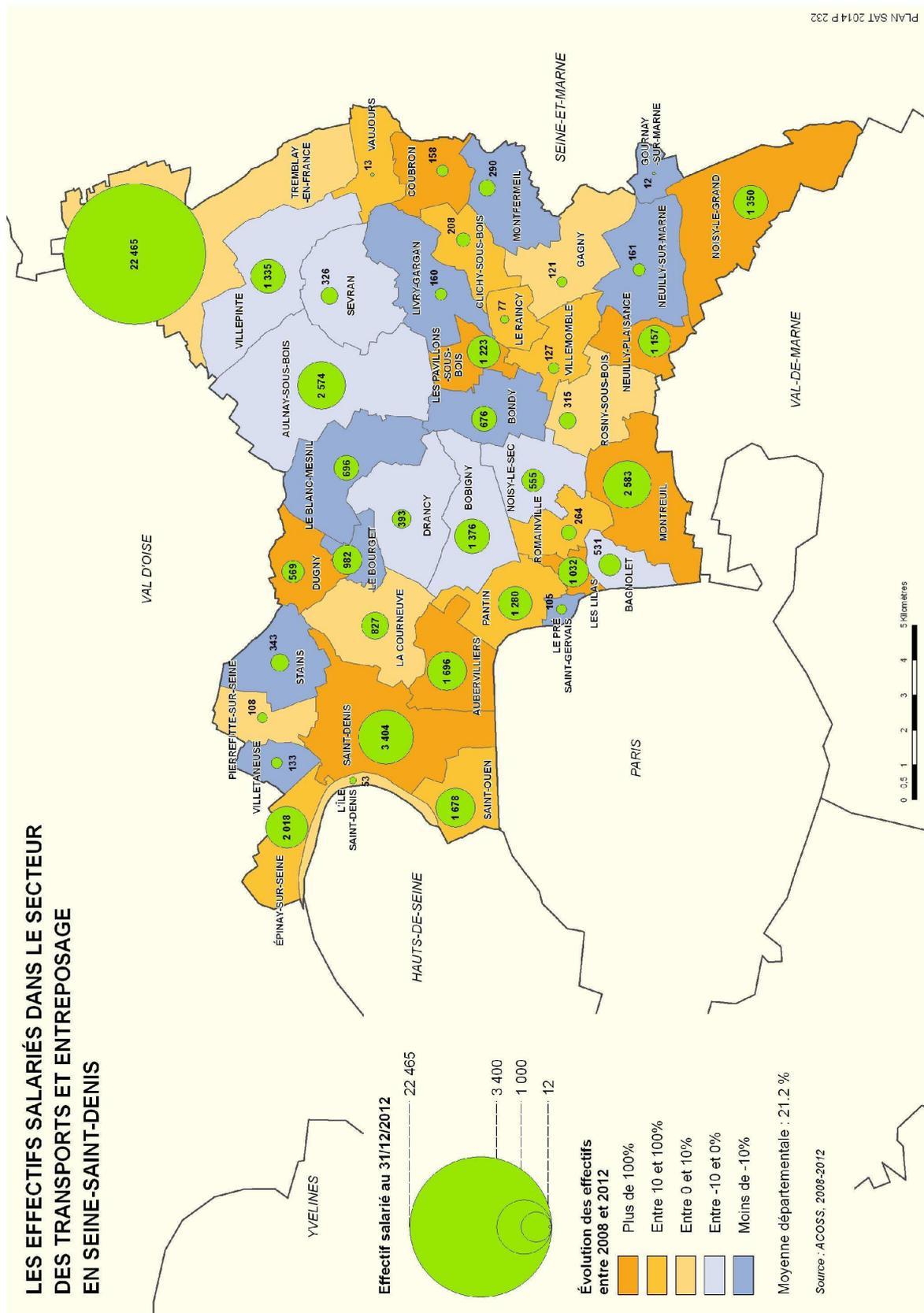
En 2012, l'emploi privé dans le secteur des Transports & Entreposage est estimé à 53 375 salarié soit 12,4% de l'emploi privé en Seine-Saint-Denis (60 000 salariés si on se situe au niveau de l'emploi total). Avec près de 20 000 emplois (37,4%), la branche du Transport Terrestre est la plus importante, suivie de l'Entreposage et Services Auxiliaires des Transports (31,7%). Les Transports Aériens occupent la troisième place avec environ 11 000 emplois. Enfin, on peut remarquer que la branche du Transport par Eau est inexistante dans le département.

Un secteur tiré par les Transports Terrestres

Evolution des effectifs salariés dans les Transports&Entreposage selon les branches d'activité entre 2008 et 2012 (Source : Acoiss)

En terme de dynamisme, seule la branche des Transports Terrestres est en véritable progression dans ce secteur avec un gain de plus 13 points. Les Transports Aériens stagnent (+0,8 point), l'Entreposage & les Services Auxiliaires des Transports régressent (-9,1points) tout comme les Activités de poste et de courriers (-4,6 points).



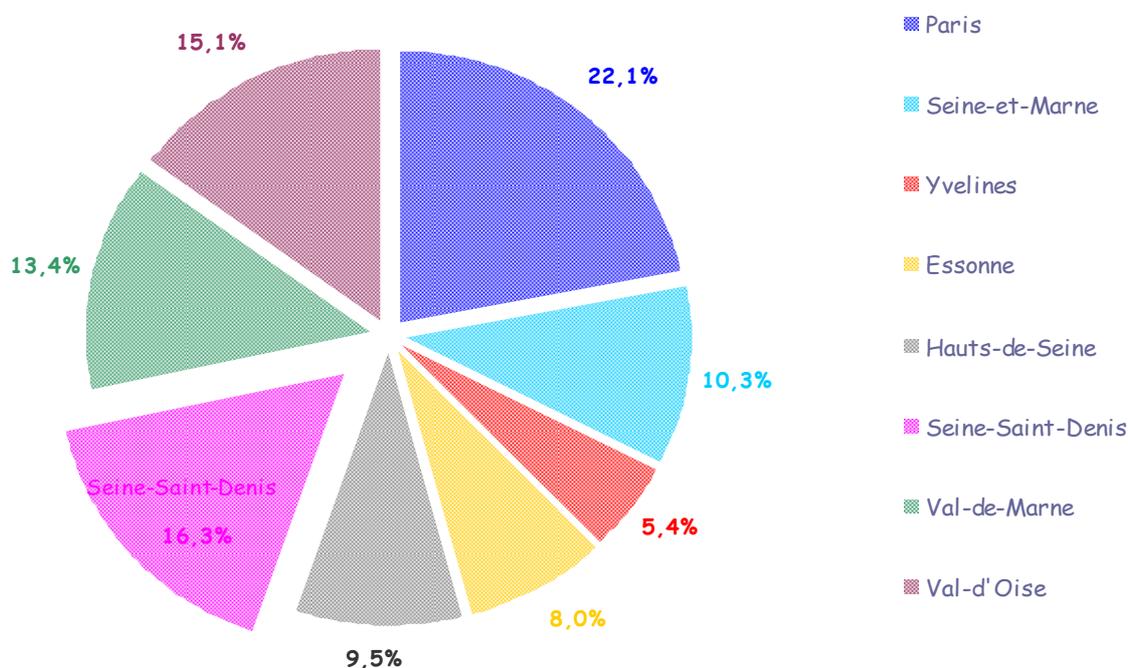


Les progressions les plus fortes sont observées dans les communes d'Aubervilliers, de Saint-Denis, de Montreuil ou encore de Noisy-Le-Grand. A l'inverse, les pertes les plus importantes sont concentrées dans les villes situées au centre du département comme Le Blanc Mesnil, Bondy, Livry-Gargan mais aussi au sud, à Neuilly sur Marne.

La Seine-Saint-Denis : un poids conséquent dans l'emploi régional du secteur des Transports & Entreposage...

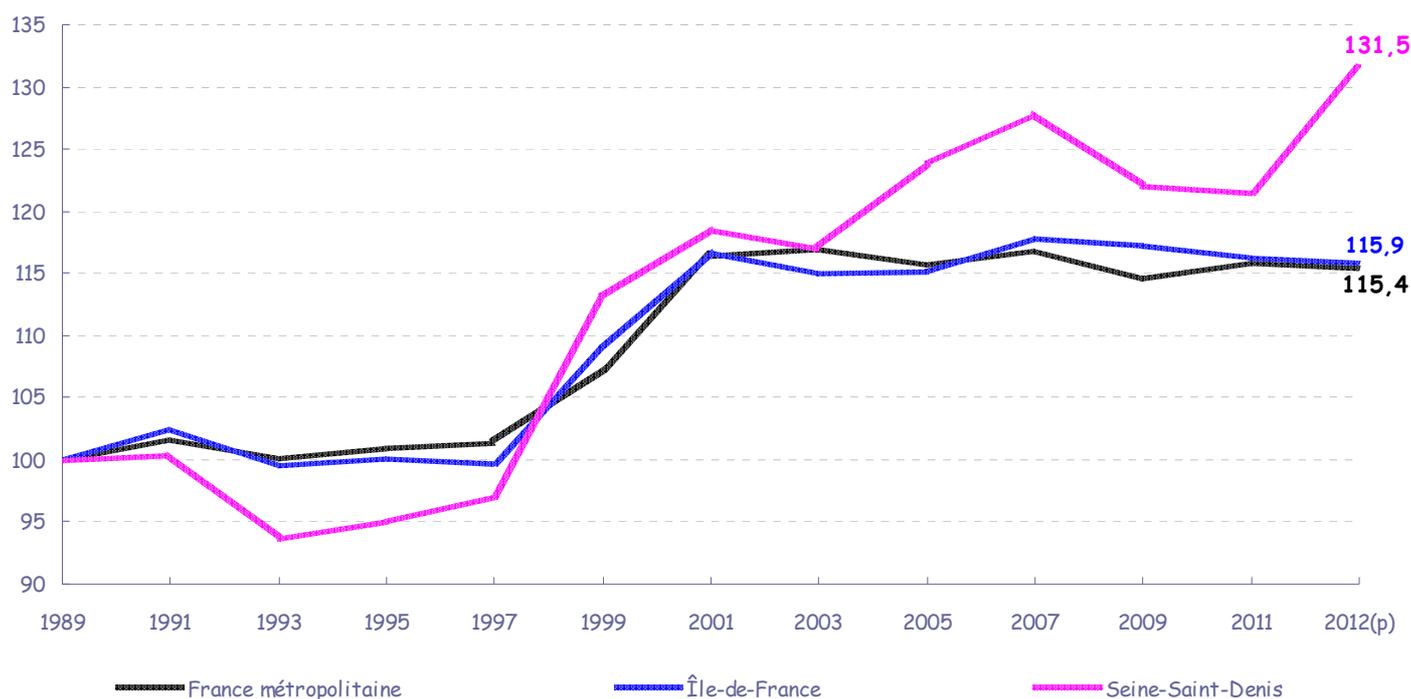
Si on se situe au niveau de l'emploi total (source : Insee), le département compte 60 000 emplois dans Les Transports et Entreposage. C'est 16,3% de l'emploi francilien, ce qui le place en seconde position après Paris sur ce secteur.

Poids des départements franciliens en effectifs salariés dans le secteur des Transports&Entreposage en IDF en 2012



... Et la plus forte croissance depuis 1989

Evolution des effectifs salariés dans les transports et entreposage au niveau national, régional et départemental de 1989 à 2012 en indice base 100, année 1989 (source :Insee)



V – CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES (Source : Insee)

Forte hausse des créations au 1^{er} trimestre 2014, en régime Hors Auto entrepreneurs...

Départements	2013				2014	Evolution en % 2013/2014	
	1 ^{er} trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1 ^{er} trimestre	Evolution sur un an (1)	Evolution sur 3 mois (2)
Paris	6 929	5 767	5 277	6 649	7 226	4,3	8,7
Hauts-de-Seine	2 232	1 915	1 823	2 257	2 331	4,4	3,3
Seine-Saint-Denis	2 248	1 883	1 793	2 077	2 405	7,0	15,8
Val-de-Marne	1 561	1 427	1 281	1 536	1 620	3,8	5,5
Seine-et-Marne	1 344	1 211	1 107	1 285	1 396	3,9	8,6
Yvelines	1 336	1 170	1 102	1 354	1 382	3,4	2,1
Essonne	1 294	1 102	1 008	1 230	1 428	10,4	16,1
Val-d'Oise	1 368	1 244	1 091	1 243	1 448	5,8	16,5
Il de France	18 312	15 719	14 482	17 631	19 236	5,0	9,1

Les créations d'entreprises recensées au 1^{er} trimestre 2014 par l'Insee, montrent que celles-ci ont progressé dans tous les départements d'Ile-de-France, la Seine-Saint-Denis réalisant la 2^e meilleure performance régionale en ce qui concerne les créations hors régime auto entrepreneurs : +7% par rapport à la même période en 2013 (après l'Essonne, +10,4%) et +15,8% par rapport au trimestre précédent. Le poids des sociétés (type SA, SARL,...), dans la création d'entreprises, est au dessus de la moyenne régionale pour le département.

Les créations sous le régime d'auto entrepreneur en Seine-Saint-Denis, sont en progression (+20,6%) encore plus forte comparativement aux créations d'entreprises "dites classiques". Au niveau régional, c'est la troisième plus forte hausse enregistrée au cours de cette période.

... et en régime auto entrepreneur

Départements	2013					Evolution en % 2013/2014	
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	Evolution sur un an (1)	Evolution sur 3 mois (2)
Paris	5 619	5 023	4 707	5 411	5 763	2,6	6,5
Hauts-de-Seine	1 730	1 425	2 065	2 512	2 657	53,6	5,8
Seine-Saint-Denis	1 821	1 630	1 739	1 996	2 197	20,6	10,1
Val-de-Marne	1 442	1 158	1 539	1 793	1 912	32,6	6,6
Seine-et-Marne	2 584	2 390	1 345	1 426	1 624	-37,2	13,9
Yvelines	1 927	1 963	1 627	1 819	1 900	-1,4	4,5
Essonne	1 840	1 655	1 201	1 291	1 502	-18,4	16,3
Val-d'Oise	1 375	1 280	1 135	1 354	1 478	7,5	9,2
Il de France	18 338	16 524	15 358	17 602	19 033	3,8	8,1

Champ : créations d'entreprises de l'ensemble des activités marchandes non agricoles (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services). Ce champ inclut à partir du 1er janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune).

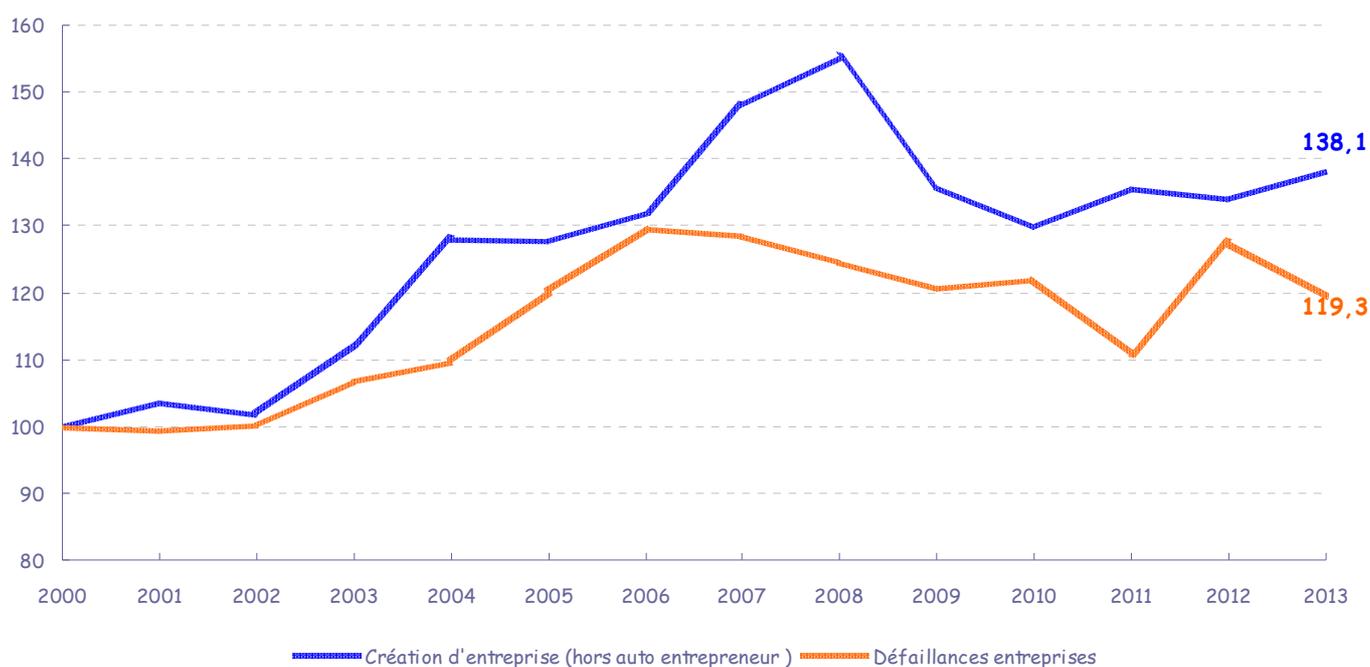
Les Défaillances : Hausse modérée en Seine-Saint-Denis sur une année glissante

Départements	2013				2014	Evolution en % 2013/2014	
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Evolution sur un an (1)	Evolution sur 3 mois (2)
Paris	1 079	1 026	826	1 190	1 099	1,9	-7,6
Hauts-de-Seine	232	259	233	277	297	28,0	7,2
Seine-Saint-Denis	408	448	275	458	427	4,7	-6,8
Val-de-Marne	242	293	224	269	273	12,8	1,5
Seine-et-Marne	264	271	255	280	304	15,2	8,6
Yvelines	212	186	196	221	269	26,9	21,7
Essonne	228	204	207	229	276	21,1	20,5
Val-d'Oise	280	199	241	267	299	6,8	12,0
Il de France	2 945	2 886	2 457	3 191	3 244	10,2	1,7

Entre les premiers trimestres 2013 et 2014, le nombre des défaillances est en progression dans tous les départements franciliens. Avec +4,7%, la Seine-Saint-Denis enregistre l'une des hausses les plus faibles en Île de France, se situant ainsi positivement en dessous de la moyenne régionale (10,2%).

Sur les 3 derniers mois la situation est encore meilleure puisque, les défaillances sont en recul de près 7% au niveau du département alors qu'on enregistre une hausse de 1,7% au niveau régional.

Evolution comparée du nombre cumulé de créations et de défaillances d'entreprises de 2000 à 2013 en indice base 100 de l'année 2000 (source :Insee)



L'évolution comparative entre le nombre des créations et celui des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis entre 2000 et 2013 montre une progression plus forte des créations que des défaillances. Au cours de la période, les créations ont augmenté de 34% alors que les défaillances sont en hausse de 19%

VI – MARCHÉ DU TRAVAIL (Source : Direccte Ile de France)

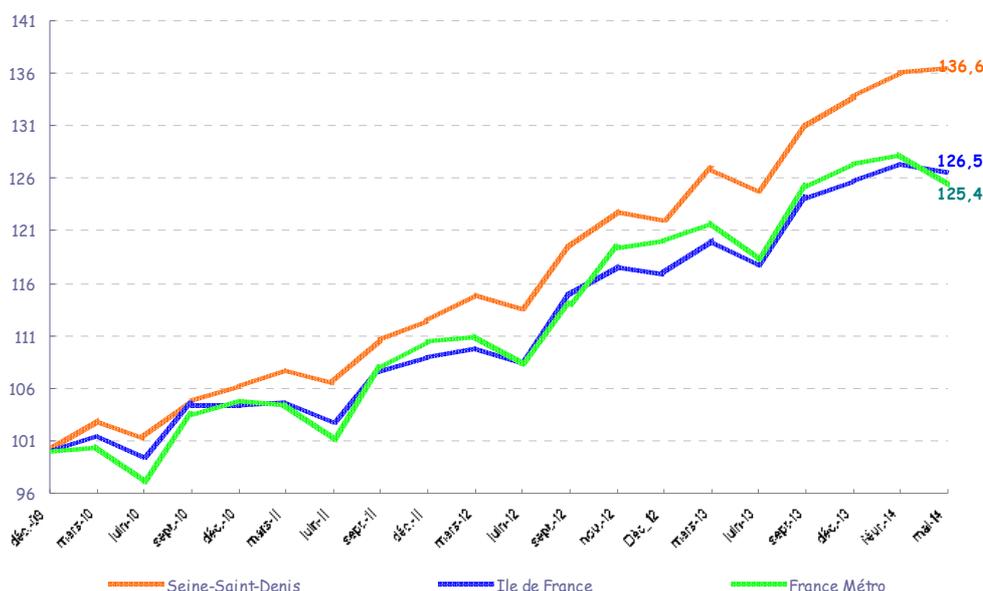
Le nombre de demandeurs d'emploi continue de progresser en Seine-Saint-Denis en mai 2014

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC (source : Pôle Emploi ; Dares)							
Données CVS	Mai	Avril	Mai	variation %	variation %	% -25 ans	% durée > 1 an
	2013	2014	2014	1 mois	1 an	mai-14	mai-14
Seine-Saint-Denis							
Catégorie A	106 120	113 500	114 560	0,9	8,0	12,1	
Catégories ABC	140 300	151 180	152 200	0,7	8,5	11,3	42,7
Ile-de-France							
Catégorie A	605 690	637 630	643 020	0,8	6,2	11,8	
Catégories ABC	827 320	887 380	890 320	0,3	6,3	10,9	41,8
France métropolitaine							
Catégorie A	3 256 900	3 364 100	3 388 900	0,7	4,1	15,8*	
Catégories ABC	4 792 500	4 985 900	5 020 200	0,7	4,8	15,4*	42,5

* Chiffre obtenu à partir de données brutes Sources: pôle emploi / DARES

La progression du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C, continue d'être plus importante en Seine-Saint-Denis comparée au niveau régional ou national en rythme annuel. En structure, la part des moins de 25 ans est légèrement plus forte en Seine-Saint-Denis que dans l'ensemble de la région (12,1% contre 11,8%) mais c'est par rapport au niveau national (15,8%) que l'écart est le plus élevé. Quant à la part des demandeurs d'emploi en Seine-Saint-Denis inscrits depuis plus d'un an, elle est largement supérieure aux moyennes régionale et nationale (respectivement 40,7%, 39,3% et 40%).

Evolution du nb de demandeurs d'emploi (catégorie A,B,C) déc 2009/mai.2014
(base 100 = déc 2009, données brutes) source : Ministère du travail -site internet-

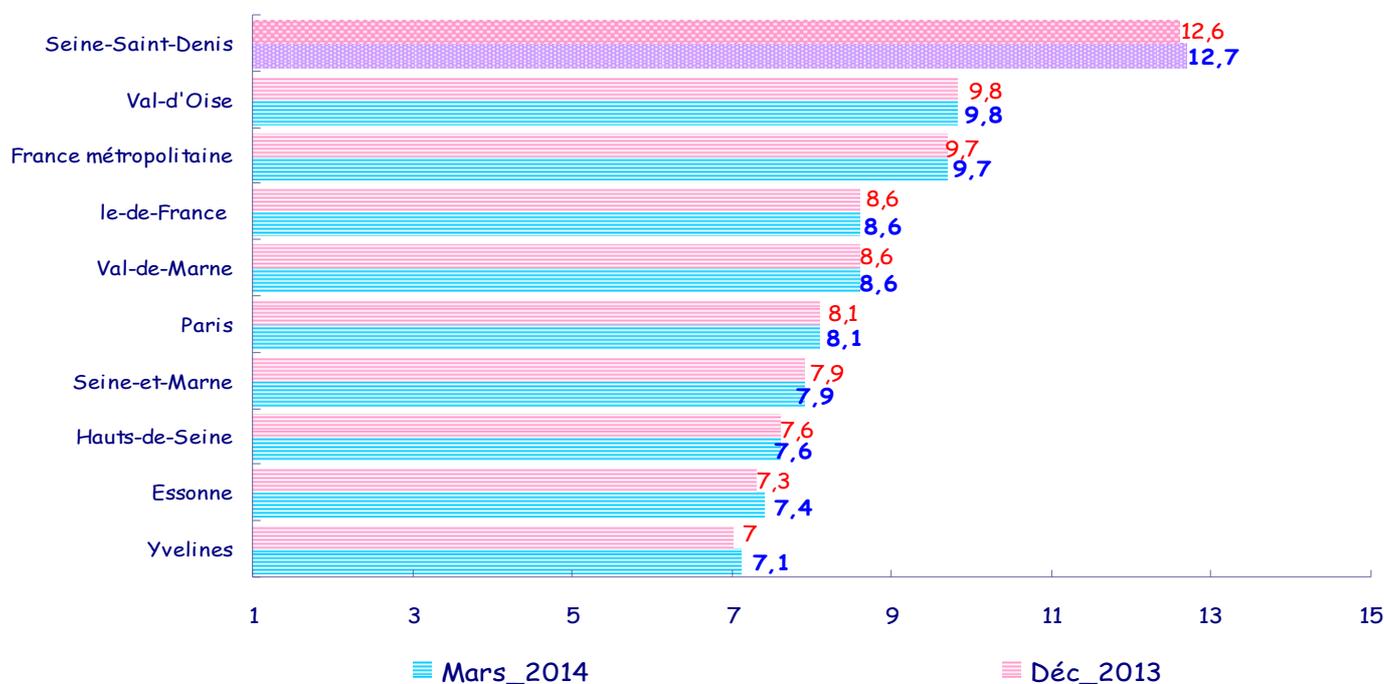


L'évolution du chômage depuis décembre 2009 confirme que le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A,B,C) a augmenté davantage en Seine-Saint-Denis (+36,6%) qu'en Ile de France (+26,5%) ou France métropolitaine (25,4%).

Taux de chômage : nouvelle hausse en Seine-Saint-Denis

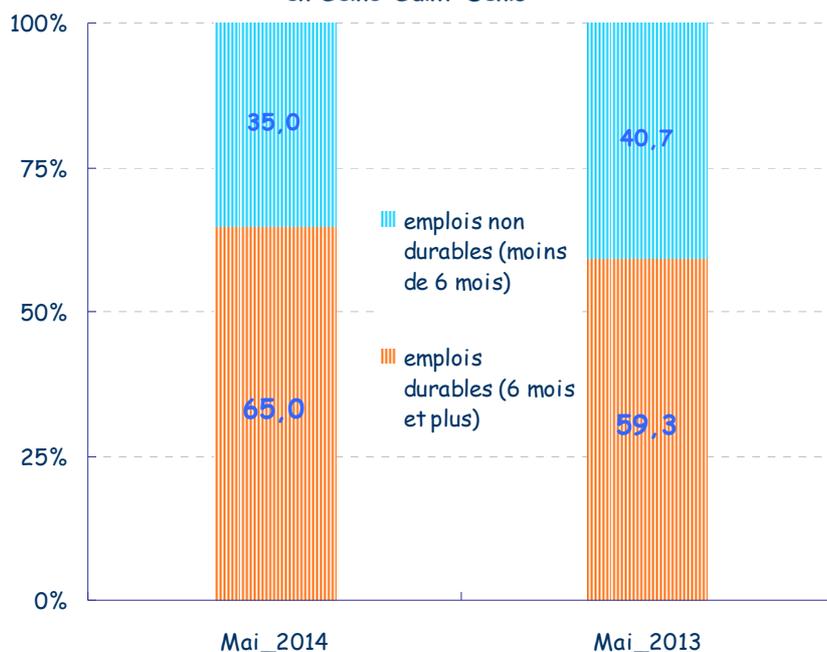
Globalement, le taux de chômage tend à se stabiliser dans tous les départements franciliens entre décembre 2013 et mars 2014. En Seine-Saint-Denis comme dans l'Essonne, il a progressé de 0.1 point passant de 12,6% à 12,7% pour l'un et de 7,3% à 7,4% pour l'autre au cours de la période.

Taux de chômage localisé dans les départements franciliens en décembre 2013 et mars 2014 (Source: Insee)



Offre d'emplois : Hausse comparativement au mois mai 2013

Offre d'emploi collectée par pôle emploi en Seine-Saint-Denis



Offre totale emploi mai 2013: 3 240
Offre totale emploi mai 2014 :3 490

Entre mai 2013 et mai 2014, le nombre d'offres d'emplois collectées par Pôle Emploi, a progressé de près de 8% en Seine-Saint-Denis (3 490 contre 3 240 à ces deux dates respectives). Les offres de 6 mois ou plus (65% en mai 2014) ont progressé de 5,7 points pendant que les offres de moins 6 mois reculaient d'autant%.

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Première baisse du nombre des allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis depuis 2009.

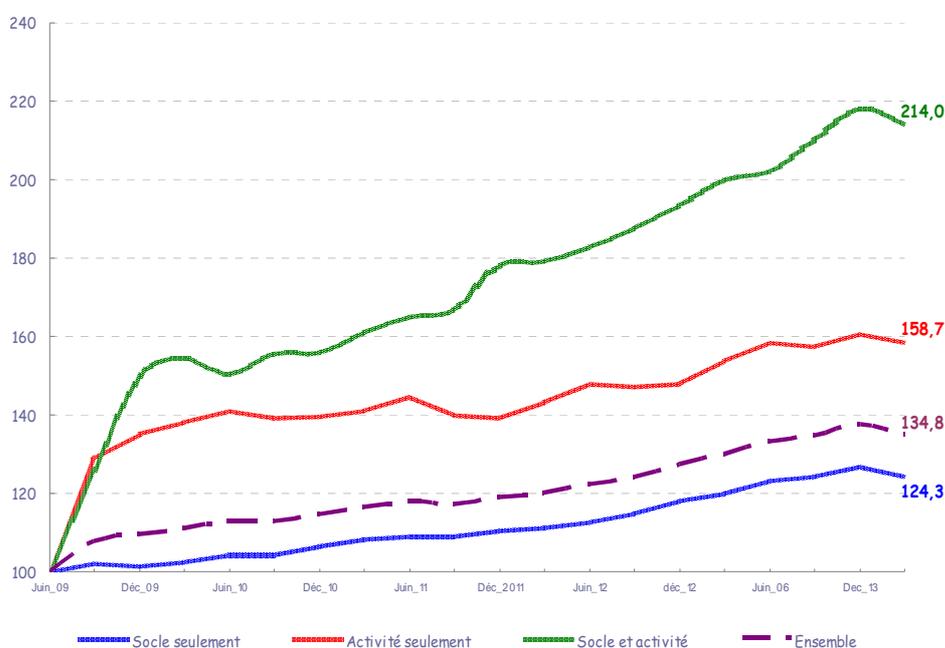
Période	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble RSA
Déc_09	54 621	13 977	6 001	74 599
Déc_10	57 445	14 426	6 260	78 131
Déc_11	59 490	14 365	7 140	80 995
Déc_12	63 687	15 266	7 761	86 714
Mars_13	64 661	15 873	8 017	88 551
Juin_13	66 369	16 350	8 106	90 825
Sept_13	67 111	16 242	8 425	91 778
Dec_13	68 350	16 597	8 755	93 702
Mars_14	66 999	16 382	8 582	91 963

Pour la première fois depuis 2009, la Seine-Saint-Denis enregistre une baisse du nombre des allocataires du RSA au 1^{er} trimestre 2014. Entre décembre 2013 et mars 2014, le nombre d'allocataires du RSA est passé de 93 700 à 91 960. C'est donc plus de 1700 personnes en moins dans le dispositif soit une régression de 1,9%.

: Source, CAF/CG

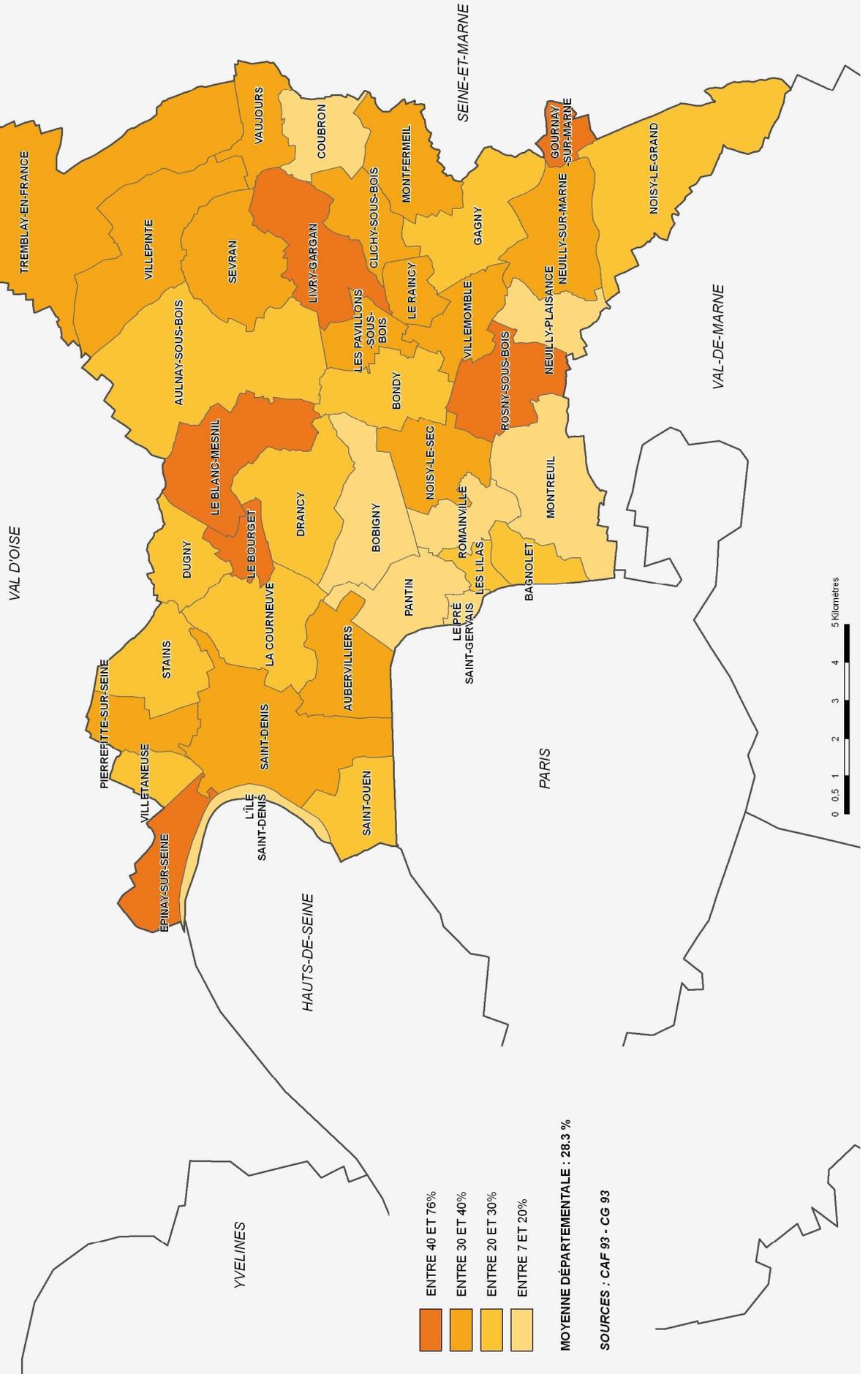
Evolution trimestrielle (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à mars 2014 : (Source: site CAF)

La baisse enregistrée en mars 2014 concerne toutes les composantes du RSA. Ainsi, le nombre d'allocataires "RSA socle seulement" et le RSA "Socle et Activité" sont en baisse de 2% tandis que celui "d'Activité seulement" a reculé de 1,3%. Ces observations montrent que ce sont les travailleurs pauvres qui ont été les moins touchés par cette baisse, comparativement aux allocataires de l'ancien dispositif du RMI.



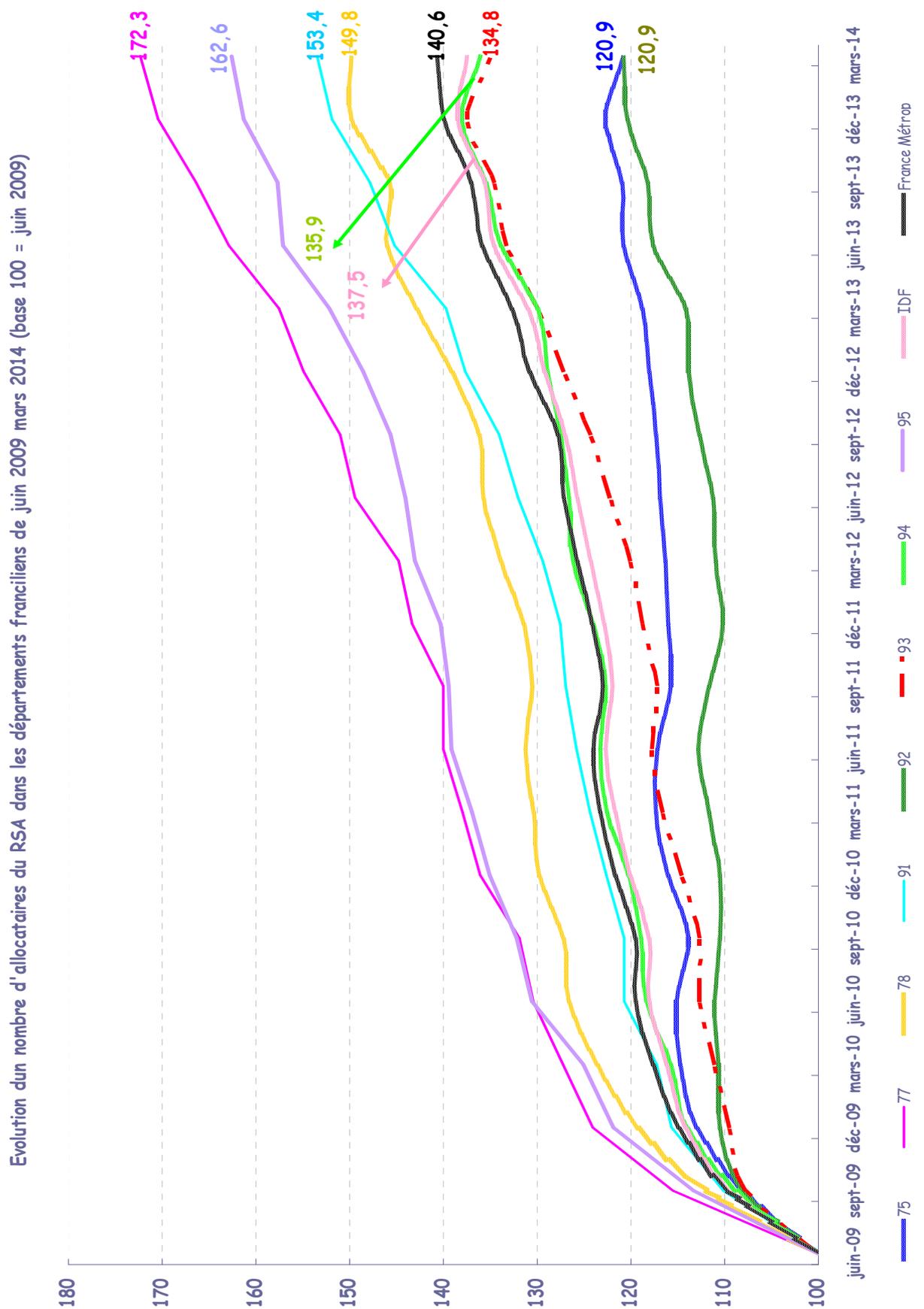
LEXIQUE :
 RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral [1].
 RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.
 RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ALLOCAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE
ENTRE DÉCEMBRE 2009 ET DÉCEMBRE 2013**



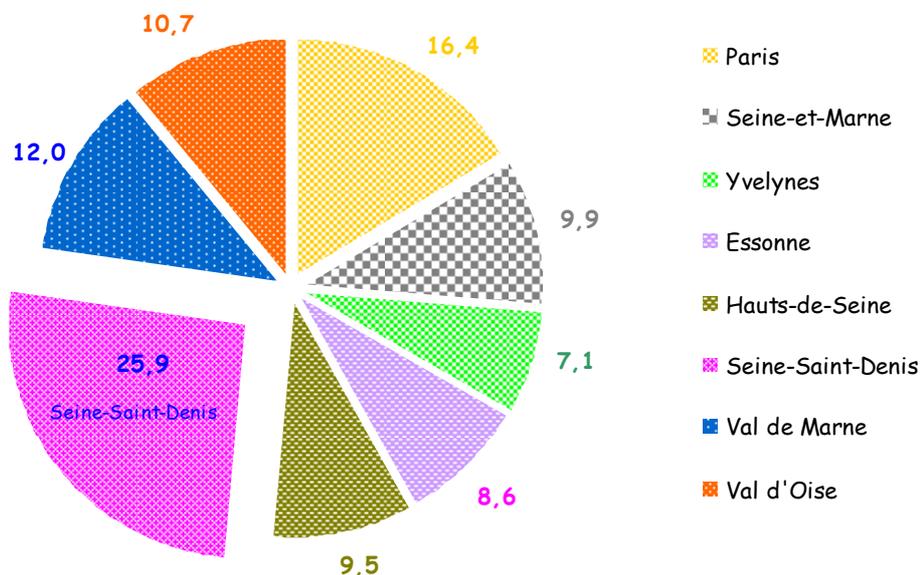
Une évolution des allocataires du RSA contrastée en Ile-de-France au 1^{er} trimestre 2014

Au niveau francilien, c'est la Seine-Saint-Denis (-1,9%) qui a enregistré la baisse la plus importante suivie de Paris et du Val de Marne (-1,5%) tandis que les départements de la grande couronne, à l'exception des Yvelines, connaissent plutôt une progression du nombre d'allocataires du RSA sur leur territoire.



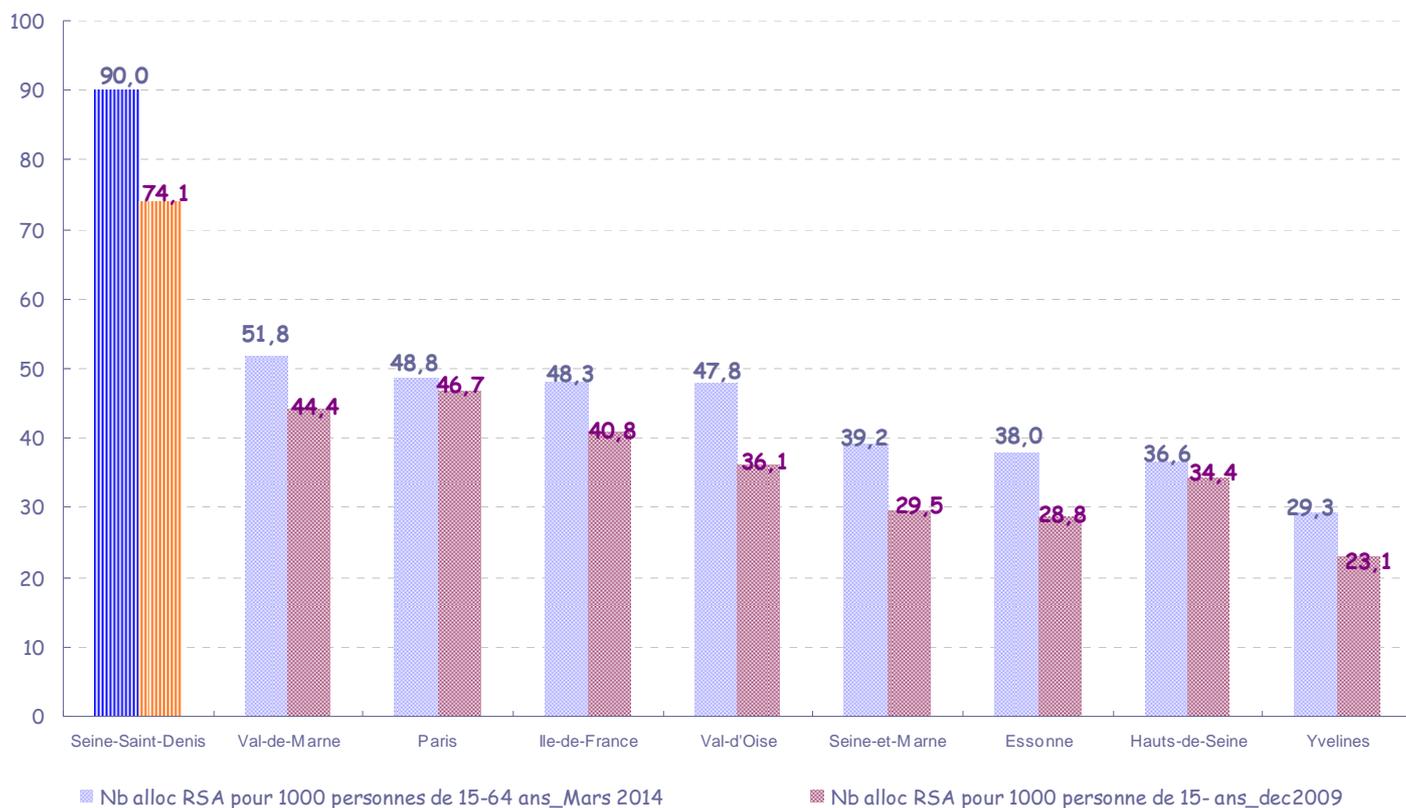
Plus de 202 000 personnes couvertes par le RSA en Seine-Saint-Denis, soit près de 26% du nombre de personnes couvertes en Ile-de-France

Poids des départements franciliens dans les populations couvertes par le RSA en IDF en mars 2014 (source : Site CAF)



Indice de comparaison - Population 15-64 ans AER 2011 -

Evolution comparée du nombre d'allocataires pour 1000 personnes âgées de 15-64 ans dans les départements franciliens entre décembre 2009 et mars 2014



(sources: Insee AER 2011 + Caf, mars 2014)

LES DEFINITIONS DU CHÔMAGE

- **A - Le taux de chômage du recensement :**

Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT.

- **B - Le taux de chômage au sens du BIT :**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque du Pôle Emploi :

« La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee (voir ci-après) ».

- **C - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) :**

L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

LES CHIFFRES CLES

INSEE	Nombre d'habitants au 1er janvier 2009 (population totale) : 1 515 983
	Superficie : 236,2 km ²
	Part des moins de 20 ans en 2009 : 27,7 %
	PIB total (valeur) en million d'euros : 40 676 / PIB par tête d'habitant en euros : 27 420 (données 2005 publiées en 2008) ; Prochaine publication en 2013 pour les données 2010
	Part des foyers non imposables (impôts sur le revenu 2009) : 49,7 %
INSEE 2009	Revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2010 - Seine-Saint-Denis - Médiane : 15 081 € (Ile-de-France : 21 791 €)
Pôle Emploi : résultats provisoires (chiffres bruts)	Nombre d'établissements privés en 2010 ayant au moins 1 salarié : 32 023
	Effectifs salariés privés en 2010 : 393 657
	Nombre d'établissements privés de moins de 10 salariés en 2010 : 25 965
	Effectifs salariés des établissements de moins de 10 salariés en 2010 : 83 210
	Nombre d'établissements privés de 500 salariés ou plus en 2010 : 65
	Effectifs salariés des établissements privés de 500 salariés ou plus en 2010 : 67 597
INSEE	Taux horaire (brut) du SMIC : 9,43 € (décembre 2012) / SMIC brut mensuel : 1 430,22 €

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE L'INNOVATION - DEEFI -

Directeur : **Charles ASSOULINE**

Ce bulletin est réalisé par l'équipe de **Pôle Veille Economique**

Nathalie JOLY & Virgile ADJAH :

njoly@cg93.fr vadjahi@cg93.fr
Statistiques - Démographie – Emploi – Enquêtes

Olivier DUFOUR :

odufour@cg93.fr
Données macro économiques – Politiques industrielles

Raymond LEHMAN :

rlehman@cg93.fr
Actualités départementales -
Grandes entreprises Aménagement commercial

Dorssaf ZAHER EL ALAOUI : Contact et Abonnement

dzaherelalaoui@cg93.fr
Tel : 01 43 93 86 45

Sous la responsabilité de :

Jean-Luc PARISOT, Directeur adjoint



www.seine-saint-denis.fr